

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone - Orléans la Source
Adresse postale : DREAL Centre - UD 45
5 avenue Buffon - CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 15/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FM FRANCE

ZI rue de l'Europe
BP 80236
57370 Phalsbourg

Références : 162/2026 - VAT XXXXX
Code AIOT : 0010013005

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement FM FRANCE implanté 1 RUE DU GATINAIS ZAC SAINT EUROPE 45300 Escrennes. L'inspection a été annoncée le 04/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM FRANCE
- 1 RUE DU GATINAIS ZAC SAINT EUROPE 45300 Escrennes
- Code AIOT : 0010013005
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société FM France exploite une plateforme logistique sur la commune d'Escrennes dans le Loiret. Cet établissement exploite des installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Il relève du statut Seveso Seuil Haut.

Les activités de la société FM France ont été autorisées par l'arrêté préfectoral d'exploiter en date du 25 avril 2017 pour l'exploitation de 11 cellules de stockage pouvant être recoupées. Par arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 2020, l'établissement a été autorisé à étendre ses activités (exploitation de 5 cellules de stockage supplémentaires). A ce jour, toutes ces cellules ont été construites et sont en service.

L'arrêté préfectoral du 22 juin 2021 met à jour les conditions d'exploitation de l'établissement existant.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2023, la société FM France a été autorisée à étendre ses activités (exploitation de 9 cellules de stockage supplémentaires). L'extension de la plateforme logistique a débuté en début d'année 2026.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks
- AR - 9
- Eau de surface
- Risque incendie
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etat de stocks	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
3	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.3.7, 4.3.13 et 7.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
7	Système de détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12-Annexe II	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	gestion des dispositifs de traitement des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.3.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Système de la gestion de la sécurité - Item audits et revue de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Art. 8 et annexe I	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Système de la gestion de la sécurité - Item n°4	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Art. 8 et annexe I	/	Sans objet
8	Système de détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12-Annexe II	/	Sans objet
9	Système de détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12-Annexe II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 23/07/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 16/11/2025

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ecart visite précédente du 25/09/2023 : Compte tenu du fait que la vérification de la pleine capacité de réserve d'émulseur de la cellule B3B est impossible, l'exploitant ne s'assure pas d'une bonne maintenance du système d'extinction automatique incendie.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 14/11/2025 : La solution initialement proposée a nécessité des ajustements techniques mineurs, ce qui a entraîné un délai d'intervention additionnel. Néanmoins, les travaux sont planifiés pour être réalisés d'ici la fin de l'année 2025. Le contrat est actuellement en cours de passation avec l'entreprise. Les justificatifs des modifications apportées seront transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les travaux ont été réalisés sur les 2 cuves d'émulseurs protégeant respectivement les cellules B3B et B9B. Pour rappel, les émulseurs sont contenus une cuve comprenant une vessie entourée d'eau sous pression provenant du réseau du sprinklage L'exploitant a procédé à la modification de la tuyauterie afin de permettre d'isoler la cuve du réseau sprinklage. L'eau sous pression est purgée et permet ainsi la lecture du niveau d'émulseur dans la jauge graduée.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'exploitant a expliqué à l'inspection les manipulations de vannes nécessaires pour obtenir la lecture du niveau d'émulseurs de chacune des cuves. Il n'a pas été réalisée la fermeture des vannes pour lire le niveau d'émulseur.</p> <p>Compte tenu de ce qui précède, l'écart de la visite du 25/09/2023 est levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Etat de stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Etat de stocks
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/11/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Il contrôle et enregistre dans l'état des stocks le caractère miscible dans l'eau pour les liquides inflammables et solides liquéfiables combustibles.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. |

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne et dans le plan de défense incendie du site.

Constats :

Ecart visite précédente : L'état des stocks du 23/07/2025 mentionne des stockages non autorisés en simultané de liquides inflammables avec des aérosols en cellules B1, B2, B3B, B10, B11A, B13B et B14, ainsi que des stockages non autorisés de liquides inflammables en cellules B1, B2 et B10.

Réponse de l'exploitant du 14/11/2025 :

Un nouveau logiciel est actuellement en cours de développement au niveau de FM France. Cet outil permettra de déterminer avec précision la quantité de liquide inflammable présente dans chaque palette.

À ce jour, lors de la préparation des commandes, nous déclarons la palette complète sur la base de la référence présentant la classification ICPE la plus contraignante.

Grâce à ce futur logiciel, nous disposerons d'une donnée exacte sur la quantité réelle de liquide inflammable contenue dans chaque palette, ce qui améliorera la fiabilité de nos déclarations.

La mise en service de ce logiciel est prévue pour la fin de l'année 2026.

Par ailleurs, une réorganisation des emplacements clients sur le site est actuellement en cours. Les aspects liés à la réglementation ICPE sont pleinement intégrés dans la nouvelle configuration des zones de stockage.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté un état des stocks en date du 25/03/2026 (extraction à 6h).

L'inspection n'a pas de remarque sur les quantités maximales autorisées pour l'entrepôt.

Concernant les quantités présentes dans les cellules, l'inspection a constaté des anomalies.

Les typologies d'anomalies relevées dans l'état des stocks du 25/03/2026 sont identiques à celles relevées lors des visites précédentes à savoir :

- stockage de liquides inflammables non autorisé en cellule B2 (quantité > 2 m³),
- stockage d'aérosol en simultané avec des liquides inflammables non autorisé en cellule B7A, cellule dédiée aux liquides inflammables selon le POI,
- stockage de liquides inflammables non autorisé en cellule B10 (quantité > 2 m³),
- stockage d'aérosol en simultané avec des liquides inflammables non autorisé en cellule B13B, cellule dédiée aux aérosols et aux produits dangereux pour l'environnement selon le POI,.

Pour le stockage de liquides inflammables en cellules B2 et B10, l'exploitant a indiqué que les liquides inflammables sont une fraction de la masse du colis (carton, plastiques, matières combustibles et liquides inflammables). Néanmoins, le logiciel de suivi de l'état des stocks ne permet pas de distinguer les combustibles et les produits dangereux dans un même colis. Aussi, l'exploitant retient la masse de la totalité du colis appliquée à la rubrique ICPE la plus

contraignante (liquides inflammables par exemple). La quantité de liquides inflammables est donc majorée.

Le nouvel outil d'extraction de l'état des stocks doit permettre de réaliser ce sous détail matières dangereuses/matières combustibles.

L'exploitant a confirmé le développement du nouvel outil d'extraction de l'état des stocks.

Il a présenté l'interface de l'outil nommé E-Stock.

Cet outil doit être opérationnel en décembre 2026 et sera déployé sur tous les sites FM LOGISTICS.

Toutefois, l'exploitant doit donc justifier que la quantité de liquides inflammables contenue dans ces colis est inférieure aux 2 m³ autorisés dans ces cellules.

Par ailleurs, l'exploitant a également indiqué que la réorganisation physique du stockage des cellules dédiées à un client, doit permettre de ne plus stocker de liquides inflammables dans des cellules non autorisées à en recevoir (cf annexe confidentielle).

Pour le stockage simultané d'aérosols et de liquides inflammables en cellule B7B, l'exploitant indique toujours que ces produits sont sur des palettes en préexpédition dont le temps de séjour est supérieur à 48h et qu'il lui est impossible de remettre en cellule dédiée.

L'exploitant doit identifier une solution pérenne à cet écart des règles de stockage qu'il s'est lui-même fixé dans son dossier d'autorisation environnementale

Pour le stockage simultané d'aérosols et de liquides inflammables en cellule B13B, cette cellule ne doit pas contenir de liquides inflammables (1436 ou 4331) d'une quantité > 2 m³,

La cellule B14 voisine, et exploitée pour le même client, est dédiée aux liquides inflammables et produits dangereux pour l'environnement.

Aussi, l'exploitant doit identifier une solution pérenne à cet écart des règles de stockage qu'il s'est lui-même fixé dans son dossier d'autorisation environnementale (justifier d'une quantité de liquides inflammables (rubrique 1436 et 4331 < 2 m³) ou déplacer ces produits en cellule 14).

L'état des stocks présenté mentionne des cellules non répertoriées dans l'arrêté préfectoral. Il s'agit des quais. L'exploitant a indiqué que l'extraction est une photographie à l'instant t de la position des produits présents dans l'entrepôt.

Ces produits situés sur les quais sont expédiés ou mis en stockage dans la journée.

Enfin, l'outil actuel E-Dago ne permet pas d'obtenir un état des stocks pour la rubrique 47XX (cf

annexe confidentielle). L'exploitant doit donc obtenir l'état des stocks de cette rubrique via une autre extraction.

Le nouvel outil projeté inclus cette rubrique 47XX.

Aussi l'écart récurrent depuis la visite du 17/07/2024 est maintenu et reformulé comme suit :

Ecart : L'état des stocks du 25/03/2026 mentionne des stockages non autorisés en simultané de liquides inflammables avec des aérosols en cellules B7A et B13B, ainsi que des stockages non autorisés de liquides inflammables en cellules B2 et B10.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart associé au présent point de contrôle ainsi qu'aux 3 demandes formulées "en gras".

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.3.7, 4.3.13 et 7.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/11/2025

Prescription contrôlée :

Art. 4.3.7

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui sont localisés sur le plan des réseaux tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les points de rejet présentent les caractéristiques suivantes :

cf annexe prescriptions PdC

Art. 4.3.13

Outre les valeurs prévues à l'article 4.3.7 ci-dessus, l'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence points de rejet interne codifiés : N° 6 à 10

- MEST < 35 mg/l
- DBO5 < 30 mg/l
- DCO < 125 mg/l
- Hydrocarbures totaux < 5 mg/l

Référence points de rejet externe codifiés : N°11 et 12

- MEST < 35 mg/l
- DBO5 < 30 mg/l
- DCO < 125 mg/l
- Hydrocarbures totaux < 5 mg/l
- Azote global < 10 mg/l
- Phosphore total < 1 mg/l
- Zinc et ses composés (en Zn) < 250 µg/l si flux > 20 g/jour
- Benzène < 50 g/l si flux > 1 g/jour
- Toluène < 74 g/l si flux > 2 g/jour
- Xylènes (Somme o,m,p) < 50 g/l si flux > 2 g/jour

Art. 7.2.3

L'exploitant réalise l'autosurveillance de ses rejets d'eaux résiduaires, selon la fréquence définie ci-dessous :

- aux points référencés rejet n°1 à 5 (dès mise en service du Système d'Assainissement Non Collectif) :

cf annexe prescriptions PdC

- aux points référencés rejet n°6 à 10 :

cf annexe prescriptions PdC

- aux points référencés rejet n°11 et 12 :

cf annexe prescriptions PdC

Constats :

Ecart de la visite précédente : Le prélèvement du 13/03/2025 des rejets aqueux au point de rejet n°1 (ANC1) présente un pH inférieur à la VLE et celui au point de rejet n°11 présente un pH supérieur à la VLE.

Réponse de l'exploitant du 14/11/2025 :

Un prélèvement a été effectué sur notre site par Bureau Veritas fin septembre. Nous sommes actuellement dans l'attente des résultats d'analyse.

En fonction des conclusions de ces résultats, nous avons d'ores et déjà sollicité la société Aquatiris afin d'identifier et de mettre en oeuvre les actions correctives nécessaires.

Vous trouverez ci-dessous les éléments de retour de notre prestataire et les pistes envisagées en cas de non-conformité :

Analyse du pH : Aquatiris s'interroge sur les valeurs de pH en entrée du filtre planté. En effet, une

acidification du milieu au sein du dispositif paraît inhabituelle, le phénomène observé étant généralement inverse.

Actions correctives potentielles : Si une acidité persistante est confirmée et qu'aucune action corrective n'est possible en amont, un traitement spécifique du rejet final pourrait être envisagé. Celui-ci consisterait à corriger le pH de l'effluent traité.

Par ailleurs, Aquatiris doit prochainement (sous 2 à 3 semaines) recevoir les résultats d'analyses d'effluents vinicoles pour lesquels un dispositif de filtration sur granulat calcaire a été mis en place afin d'ajuster le pH. Ces retours permettront d'évaluer plus précisément l'efficacité de ce type de traitement et sa possible transposition à notre installation.

Lors de la visite, l'exploitant a confirmé que le protocole de contrôle du pH des eaux de lavage est appliqué.

Il a présenté le rapport de mesures des rejets aqueux réalisées le 01/10/2025 par BUREAU VERITAS. Il n'y a plus de dépassement de pH.

L'écart de la visite du 17/07/2024 est donc levé.

Toutefois, le rapport cité précédemment mentionne que la couleur du rejet n'est pas conforme sur le point SEP 3 (Point 9 de l'AP) et le point 11.

L'exploitant indique qu'il suspecte que la coloration de l'eau provient du rejet des eaux lors de travaux du sprinklage des cellules B8 et B14 contenant de la rouille.

Ecart : Les prélèvements du 01/10/2025 des rejets aqueux aux points de rejet n°9 (SEP3) et n°11 présentent un dépassement de la valeur limite de la coloration des eaux rejetées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au présent point de contrôle.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : gestion des dispositifs de traitement des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.3.6

Thème(s) : Risques chroniques, gestion des séparateurs hydrocarbures

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/07/2025

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/11/2025

Prescription contrôlée :

[...]

Les séparateurs d'hydrocarbures sont équipés d'un obturateur automatique et d'un dispositif d'alarme en cas de trop plein, avec report au poste de gardiennage et télésurveillance. Ils sont régulièrement contrôlés, y compris le dispositif d'obturation et d'alarme et font l'objet d'une vidange à une fréquence régulière (au moins annuelle).

Constats :

Ecart de la visite précédente : L'exploitant ne réalise pas de test de vérification de l'alarme de trop plein des séparateurs hydrocarbures.

Réponse de l'exploitant du 14/11/2025 :

La mention "Le contrôle des alarmes des séparateurs a bien été effectuée le 19/09/2025 RAS" a été ajouté dans le rapport d'intervention de la SOA. (PJ 1)

Le rapport d'intervention de SOA mentionne bien que le contrôle des alarmes des séparateurs a été effectué.

L'écart est soldé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Système de la gestion de la sécurité - Item audits et revue de direction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Art. 8 et annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Item audits et revue de direction

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/01/2026

Prescription contrôlée :

Art. 8

L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L.

515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.

Annexe I

[...]

7. Audits et revues de direction

Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.

Constats :

Ecart de la visite précédente : L'exploitant est en retard de l'audit SGS depuis le 02/12/2024.

Réponse de l'exploitant du 14/11/2025 :

Le manuel SGS a été actualisé dans le cadre du nouveau plan triennal FM France.

L'audit système a pour objectif d'évaluer l'efficacité du Système de Management Intégré (SMI). Il couvre l'ensemble de l'organisation sur un périmètre défini, en intégrant les exigences normatives, réglementaires, contractuelles et internes applicables.

Il est réalisé au minimum tous les trois ans.

Conformément à la procédure M4 - Audits Internes FM France (PJ 2), l'audit SGS est planifié la même année que l'audit système.

Un audit TMD a été réalisé sur notre site le 25/09/2025. Lors de cet audit, la conformité au référentiel SGS a également été vérifiée. Ce point sera de nouveau examiné de manière approfondie lors du prochain audit système prévu dans le cadre du plan triennal en février 2026.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que l'audit système a eu lieu en février 2026. L'audit du SGS a été effectué lors de cet audit système.

Les modifications apportées au SGS sont uniquement la périodicité de l'audit qui passe à 3 ans pour être réalisé en même temps que l'audit système.

De plus, la PPAM a été révisée et calée sur la PPAM groupe FM avec une révision tous les 3 ans (annuellement auparavant). Les thèmes de la PPAM 2025/2028 groupe FM sont identiques à ceux examinés l'an dernier pour la PPAM spécifique FM Escrennes et avec les mêmes indicateurs.

Le compte rendu d'audit n'a pas été examiné lors de ce contrôle.

L'écart de la visite précédente est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Système de la gestion de la sécurité - Item n°4

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Art. 8 et annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Item Conception et gestion des modifications

Prescription contrôlée :

Art. 8

L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.

Annexe I

[...]

4-Conception et gestion des modifications

Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'il gère les modifications de l'établissement de façon plus large que les modifications au sens ICPE (art. L. 181-14 et R. 181-46 du Code de l'environnement).

Le SGS mentionne que les modifications pouvant avoir lieu sur la plate-forme concernent :

- Les produits,
- Les équipements,
- Les bâtiments,
- Le personnel,
- Les méthodes,
- Les documents.

Les modifications peuvent être à titre d'exemple :

- l'extension de la plateforme logistique,
- l'accueil d'un nouveau client,
- modification de la gestion de la maintenance.

L'exploitant dispose d'un document d'analyse de l'impact de la modification nommé « Gestion des modifications et changement - Fichier d'analyse d'impact ».

Les items sont les suivants :

- Analyse de la demande de modification avec notamment l'élément impacté et la description de l'impact,
- Evaluation des impacts de la modification,
 - Procédure à appliquer,
 - Comité d'étude d'impact (personnel à intégrer à l'analyse d'impact de la modification),
 - Système de Management QHSE,
 - SGS / TMD (et modification touchant la conformité ICPE / TMD en général) portant sur l'analyse de l'impact de la modification sur les sujets ICPE , le SGS, l'assureur, les mesures

- de maîtrise des risques et le transport de matières dangereuses,
- Qualité Produit,
- Bâtiment / Equipement / Logiciel & Applis

- Conclusion de l'analyse d'impact avec notamment conclusion si la modification est mineure ou majeure.

Les fiches sont complétées par la responsable HSE avec l'appui d'autres collaborateurs (responsable maintenance, directeur de site, ...) pour s'assurer que l'ensemble des actions nécessaires à la gestion de la modifications ont été bien identifiées.

L'exploitant a présenté en séance les fiches complétées pour les modifications suivantes :

- extension de la plateforme intégrant une phase de co-habitation chantier,
- externalisation de la prestation de maintenance.

L'inspection n'a pas de remarque sur les fiches présentées.

Lorsque la fiche d'impact est complétée, la modification et les actions à mener sont enregistrées dans l'outil de suivi des actions de FM à savoir DIGITAL PDCA avec une échéance de réalisation. Chaque modification est assimilée à une action disposant d'un pilote et chacune des sous-actions identifiées dispose également d'un pilote.

Les modifications ayant entraîné des travaux font l'objet de PV de récolement et de réception de travaux.

Enfin, lors de la revue de direction annuelle, les actions clôturées sont examinées.

L'inspection des installations classées est informée des modifications nécessitant le dépôt d'un dossier de porter à connaissance et l'accueil de nouveaux clients.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Système de détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12-Annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Présence d'un système de détection automatique d'incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

[...] Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.
[...]

Constats :

Sur le site d'Escrennes, l'ensemble des cellules disposent d'une détection automatique incendie (DAI) du type détection par aspiration également appelée détection multiponctuelle. Cette DAI déclenche l'alarme incendie, le report d'alarme et le compartimentage.

La système d'extinction incendie également installé dans l'entrepôt déclenche le compartimentage mais pas l'alarme. La vanne martellière du bassin de confinement est asservie au système d'extinction incendie.

L'exploitant a présenté les éléments suivants :

1)Rapport de vérification de la DAI par DEF du 16/07 au 08/08/2025

Un détecteur était en dérangement à l'arrivée de DEF.

Le rapport mentionne notamment :

- détecteur optique ponctuel : 182 testé sur 195 (détecteur optique pour les bureaux notamment)
- mention ETCO RAIL DIN phénix correspondant aux détecteurs par aspiration de type phénix des cellules de stockage, vérification ETCO RAIL DIN : 157/157

Le rapport conclut qu'il n'y a pas d'anomalie au départ contrôleur.

L'exploitant a indiqué qu'en cas de dérangement, un report est signalé à la SSI du poste de garde (voyant orange). Un dérangement n'empêche pas le déclenchement de la détection incendie en cas de besoin.

En cas de détection HS, un report est signalé à la SSI du poste de garde (voyant rouge). Une intervention du prestataire est alors demandée.

L'exploitant a indiqué que la fréquence de maintenance de la détection par aspiration est semestrielle (conformément à l'arrêté préfectoral). L'inspection n'a pas examiné si le fabricant préconisait/recommandait des contrôles plus fréquents.

L'exploitant a indiqué que lors de l'intervention du prestataire, ce dernier procède au nettoyage des réseaux aspirants et au dépoussiérage de la centrale associée au réseau. Il procède également à la vérification de l'ensemble des asservissements et reports d'alarme.

L'ensemble de ces opérations ne sont pas explicitement mentionnées dans le rapport du prestataire. L'exploitant a indiqué qu'il le sont dans les documents contractuels (non vérifié lors de l'inspection).

L'exploitant pourrait utilement disposer d'un rapport mentionnant explicitement les opérations de contrôle et de maintenance réalisées sur l'ensemble des équipements composant le système de détection automatique d'incendie de l'établissement ainsi que les vérifications effectuées en termes de bon fonctionnement des asservissements liés à la détection automatique d'incendie (audibilité de l'alarme incendie, reports d'alarme interne et externe, fermeture des portes coupe-feu,...).

<p>2) Rapport DEF du 12/01 au 09/03/2026</p> <p>Le rapport mentionne notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - "à l'arrivée du technicien que 2 points sont hors service et que 3 phenix sont en dérangements B5 , B10 , B14", - contrôle des détecteurs optiques ponctuels : 13/195 (détecteurs notamment des bureaux), - vérification ETCO RAIL DIN 0/157, <p>Le rapport conclut qu'il n'y a pas d'anomalie au départ contrôleur (système en bon état de fonctionnement).</p> <p>Ce rapport ne mentionne pas explicitement le contrôle de détecteur incendie de type phénix contrairement au rapport de 2025.</p> <p>L'exploitant doit justifier du contrôle et de la maintenance de la détection automatique incendie par aspiration, au titre du 1er semestre 2026. Le contrôle devait avoir lieu au plus tard le 08/02/2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au présent point de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Système de détection automatique d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12-Annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Test de fonctionnement via détecteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>[...] Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a demandé à effectuer un test de la détection automatique incendie (DAI) par aspiration.</p> <p>Le test a été effectué dans la cellule B1.</p> <p>A l'aide d'un aérosol, il a été simulé de la fumée au niveau du réseau aspirant situé en toiture (atteinte de la toiture avec un engin de levage)</p>

<p>La centrale phénix Z035/A070 a détecté la fumée générée. Le voyant vert est passé au rouge avec déclenchement de l'alarme incendie audible dans l'ensemble de la cellule. L'alarme est programmée pour sonner 5 minutes. Il n'a pas pu être constaté que l'alarme était audible dans tout le bâtiment du fait du temps passé à effectuer les différents relevés en cellule B1.</p> <p>De plus, le compartimentage de la cellule B1 a correctement fonctionné (compartimentage avec la cellule B2, le local de charge et le local de la maintenance).</p> <p>L'inspection a également constaté le report d'alarme au poste de garde. En effet, sur la centrale SSI situé au poste de garde il est fait mention que le détecteur est en alerte « <i>Alarme feu - Z035/A70 phenix 3 cellule B1 - il y a 8 minutes</i> ».</p> <p>Un report de l'alarme a également eu lieu au service de télésurveillance. Lors de la visite du poste de garde, le gardien était en train de remplir la fiche d'alerte à la suite de l'appel de la télésurveillance.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Système de détection automatique d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12-Annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Test de fonctionnement via sprinklage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>[...] Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Bien que le système d'extinction incendie n'est pas la détection incendie de l'entrepôt, l'inspection a toutefois examiné les contrôles semestriels.</p> <p>Le système d'extinction incendie est sous le référentiel FM GLOBAL</p> <p>1) Rapport visite semestrielle par AIRES le 30/07/25</p> <ul style="list-style-type: none"> - mention de non-conformités pour des têtes sprinklage abîmées (12) - mention également d'observations et améliorations <p>Le prestataire conclut que le système sprinkleur est en « ordre de marche ».</p> <p>2) Rapport visite semestrielle par AIRES le 21/01/26</p>

- Les non-conformités identifiées dans le rapport de 07/25 sont toujours mentionnées.
 - mention toujours d'observations et améliorations
- Le prestataire conclut que le système sprinkleur est en « ordre de marche ».

Concernant les non-conformités sur les têtes, l'exploitant a indiqué que pour lui il n'y pas d'anomalie et que les têtes sont opérationnelles. Il n'engagera donc pas de mesures correctives. Il a indiqué que les têtes sont des têtes métalliques qui ont été éraflées. Le dispositif gicleur est aussi une pièce métallique qui avec la chaleur se dilate et libère le passage de l'eau sous pression. En conséquence, si les têtes éraflées étaient défectueuses, des fuites auraient été identifiées, ce qui n'est pas le cas.

Enfin, par sondage du fait de travaux récent dans l'entrepôt pour l'accueil de nouveau clients, il a été demandé les certificats de conformité attestant que le système d'extinction incendie modifié est adapté à la configuration de stockage et aux produits stockés. (Cf annexe confidentielle)
L'exploitant a présenté les certificats de conformités demandés.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite